

Fibre : deux ans après, le guichet France THD THD rouvert aux RIP

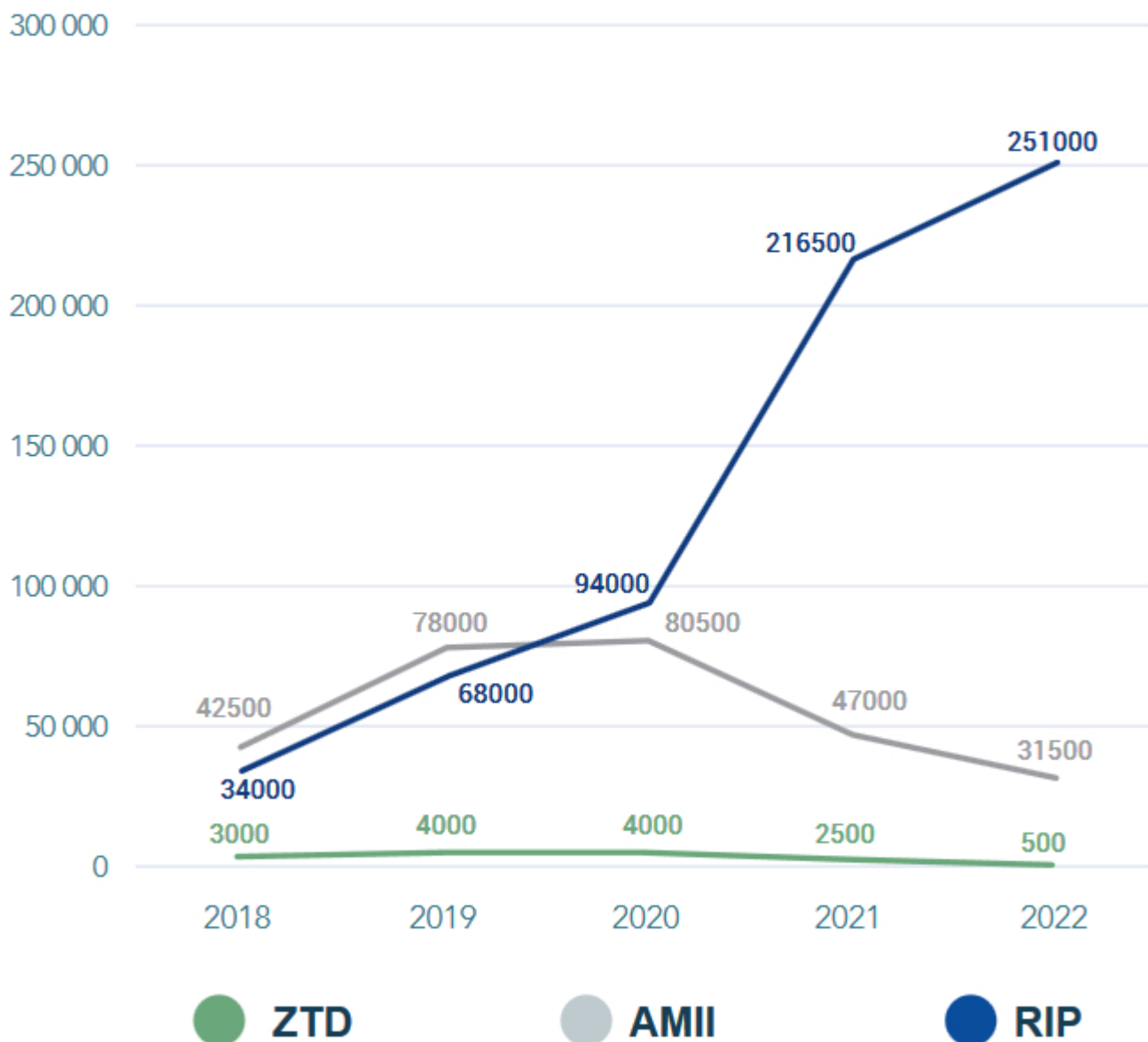
La filière en rêvait, le gouvernement l'a fait : deux ans après sa fermeture, le guichet France THD [a rouvert](#).

Dans le viseur, 25 départements où des prises FTTH (fibre jusqu'au domicile) restent à financer.

L'État a mobilisé 3,3 milliards d'euros de subventions pour généraliser la fibre optique sur le territoire.

Il estime être en mesure de réaliser des centaines de millions d'euros d'économies sur cette enveloppe. Notamment grâce au concours des investisseurs privés et à la réduction des travaux de génie civil (entre autres à travers la mobilisation de supports aériens ENEDIS).

Nombre de supports aériens ENEDIS mobilisés par année

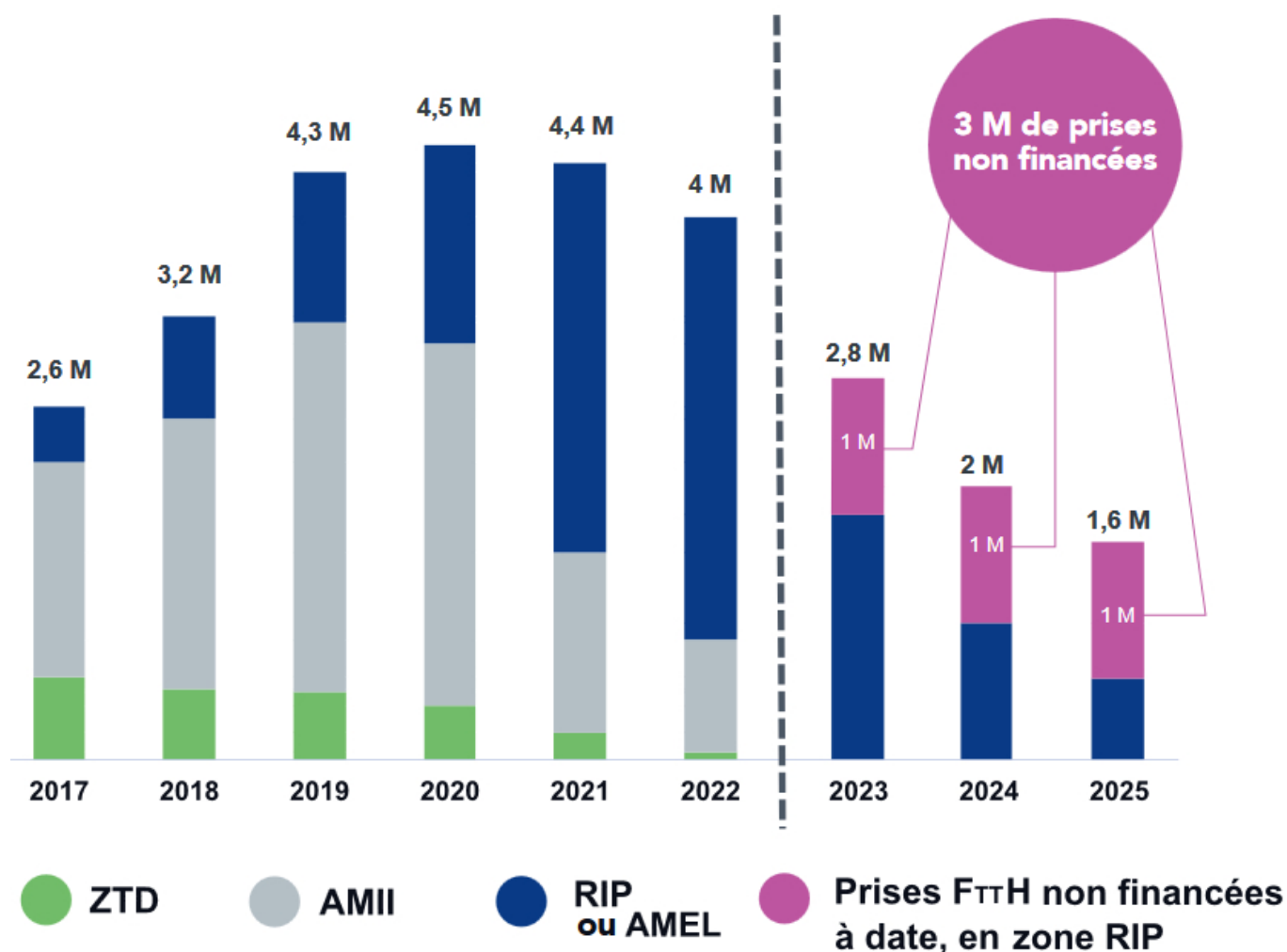


Le gouvernement a promis un réinvestissement intégral du solde dans le chantier du très haut débit. Il estime que des « recyclages successifs » permettront de porter l'ensemble du déploiement.

Le dernier Observatoire du THD, réalisé par l'IDATE pour [InfraNum](#), la [Banque des territoires](#) et l'[Avicca](#), fait état de 13,6 millions de prises FTTH déployées en France à fin 2018. L'estimation pour fin 2019 est à 17,9 millions.

Le gouvernement, comme la filière, entend passer le cap des 30 millions en 2022. Puis être en mesure de proposer, à l'horizon 2025, une « société du gigabit ». C'est-à-dire une connexion à 1 Gbit/s pour tous les Français, éventuellement à renfort du « [mix technologique](#) ».

Capacité annuelle de production des prises FttH

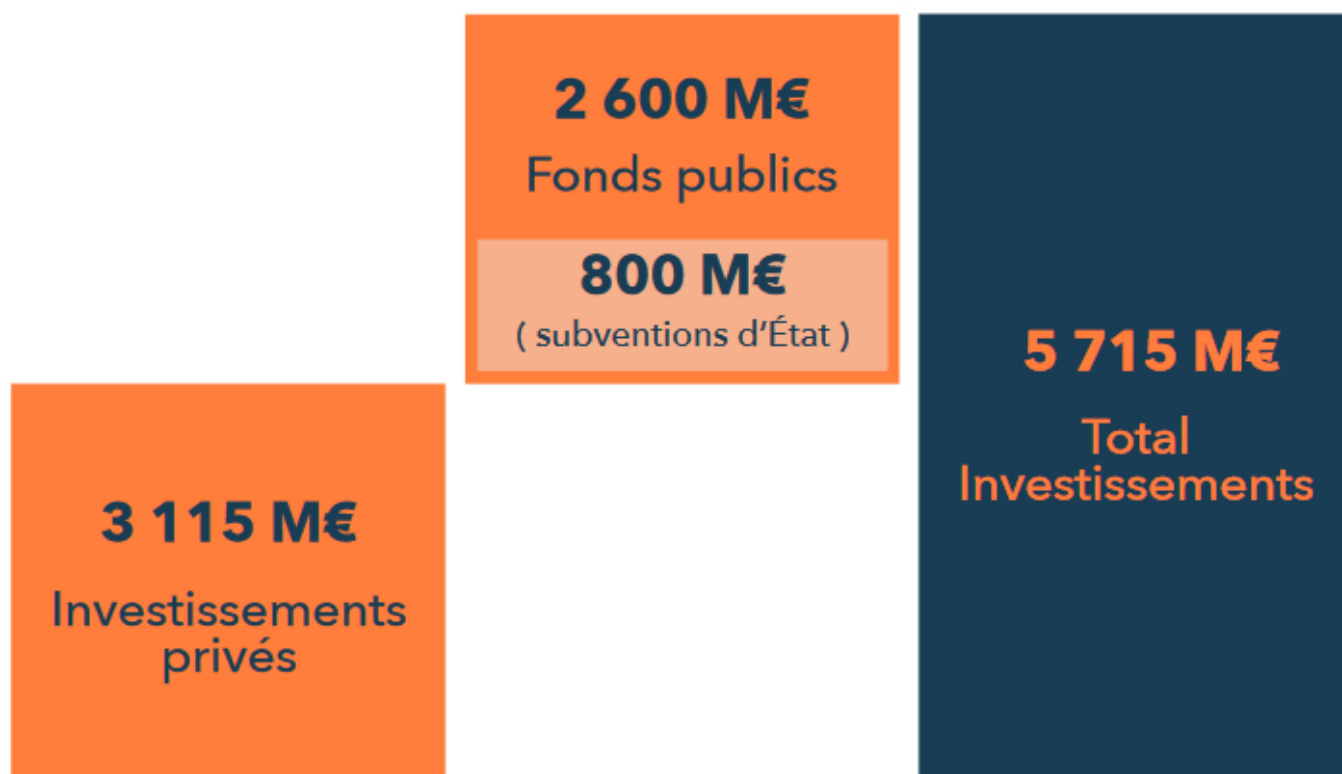


140 millions d'euros pour commencer

À date, un peu plus de 34 millions de prises sur les quelque 37 millions à déployer pour atteindre le but sont financées.

Les 3 millions restantes – « les plus difficiles d'accès » – demanderaient un investissement de 5,7 milliards d'euros. Dont 2,6 milliards de fonds publics, pour une part de financement de l'État estimée à 800 millions.

Quel financement pour les 3 millions de prises restantes ?



Source : IDATE Digiworld à partir des données ARCEP / Agence du Numérique / Collectivités

Le montant des économies dont se félicite le gouvernement s'élève pour le moment à 140 millions d'euros.

Un tiers des 3 millions de prises en question se trouveront en Bretagne.

La région a signé un accord de déploiement avec Axione. Il nécessiterait, affirme-t-elle, une subvention d'État de 200 millions d'euros.

Photo d'illustration © Ardèche Drôme Numérique